

Séance du 07 février 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Affiliés au Conseil Municipal	En estrade	Qui ont pris part à la Délibération
29	29	27
Date de la convocation		
01/02/2022		
Date d'Affichage		
08/02/2022		

DCM N° 2022-02

L'an deux mil vingt-deux

Et le sept février

à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune s'est réuni en présentiel avec publicité des débats, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Pierre Michel SIMONPIETRI, Maire.

20 Membres présents : MM. SIMONPIETRI Pierre Michel, POZZO DI BORGO Louis, BIAGGINI Jean, SIMONI PIACENTINI Céline, FINI René, ALBERTINI Francine, CROCE-AJACCIO Catherine, PASQUALINI Maurice, MALAFRONTÉ Christine, SILVESTRI Dominique, FABRIZY Bernard, BERTOLUCCI Marie Christine, VEISON MARCELLI Nathalie, MURATI Carine, LOMBARDO Florence, CAMUZAT Alexandre, CASANOVA Jean-Pierre, SIMONI Pierre Baptiste, FICO Aurélie, MARTEL Enzo.

7 Membres absents excusés (procurations) :

MME GIAMARCHI Marie Dominique a donné procuration à MME BERTOLUCCI Marie Christine

M. BATTESTI Gilles a donné procuration à M. SIMONPIETRI Pierre Michel

MME UGOLINI Nuria a donné procuration à M. CASANOVA Jean Pierre

MME DARNAUD Laure a donné procuration à M. POZZO DI BORGO Louis

M. LECA Jean-Louis a donné procuration à M. POZZO DI BORGO Louis

MME NAPPO Michelle a donné procuration à MME SIMONI PIACENTINI Céline

MME PORTA Marine a donné procuration à MME CROCE AJACCIO Catherine

2 Absents : MALPELI Stéphane, GIAFFERI Michael.

Monsieur SIMONI Pierre Baptiste est nommé secrétaire.

Objet de la délibération :

Statuts de la Régie à

Autonomie Financière :

« Cinéma U Paradisu ».

Monsieur Louis POZZO DI BORGO, 1^{er} Adjoint au Maire, expose :

VU les articles L. 1111-1, L. 2221-4, R. 2221-1, R. 2221-6, R. 2221-13 et R. 2221-81 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2011-77 du 17 octobre 2021 créant au 1^{er} janvier 2022 une Régie dotée de la seule autonomie financière qui a pour objet d'assurer la gestion du Service Public Industriel et Commercial (SPIC) « Cinéma U Paradisu »,

VU la délibération n° 2021-91 du 15 décembre 2021 certifiée exécutoire le 16 décembre 2021 qui approuve les projets de statuts de la Régie et fixe les montants de la dotation initiale et des loyers des immeubles,

VU le courrier de Monsieur le Préfet de la Haute-Corse, réceptionné le 20 janvier 2022 qui demande de procéder au retrait de la délibération n° 2021-91 du 15 décembre 2021 approuvant le projet de statut au motif que le Conseil d'Exploitation doit être composé de conseillers municipaux et de membres qui n'appartiennent pas au Conseil Municipal. Or, au cas d'espèce, les projets de statuts de la Régie du « Cinéma U Paradisu » prévoient que le Conseil d'Exploitation n'est composé que de membres du Conseil Municipal, ATTENDU qu'il importe de fixer les statuts de la Régie dotée de la seule autonomie financière au vu des observations de Monsieur le Préfet de la Haute-Corse et de définir le montant de la dotation initiale,

Il est proposé aux membres de l'Assemblée délibérante :

- 1) de se prononcer sur les projets de statuts joints en annexe qui déterminent l'organisation administrative et financière de la Régie « Cinéma U Paradisu »,
- 2) de fixer le montant de la dotation initiale à 15 000 €,

.../...

DCM N° 2022-02

- 3) de fixer le montant annuel du loyer des immeubles affectés au fonctionnement du service, à savoir : salle de cinéma d'une capacité de 263 places, le foyer et le hall d'accueil d'une superficie totale de 417 m², à la somme de 11524 €,

VU l'avis favorable, le Comité Technique,

OUI l'exposé de Monsieur Louis POZZO DI BORGO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

ADOPTE

- Les Statuts de la Régie dotée de la seule autonomie financière dénommée « Régie Cinéma U Paradisu » tels que annexés à la présente délibération.

FIXE

- La dotation initiale à 15 000 €. Celle-ci correspond aux besoins de Trésorerie destinés à couvrir les frais inhérents au fonctionnement initial de la structure. Elle pourra s'accroître d'apports ultérieurs, de dons et subventions de toute nature et des réserves.
- Le montant des loyers des immeubles affectés à la structure à 11 524 € charges comprises. Ce montant prend en considération l'impact de la crise sanitaire qui impacte le fonctionnement du cinéma.

AUTORISE

- Le Maire ou son Représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

DIT

- Que la présente délibération annule et remplace la délibération n° 2021-91 en date du 15 décembre 2021.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

LE MAIRE
Michel SIMONPIETRI



Statuts portant création de la régie dotée de la seule autonomie financière et chargée de l'exploitation d'un service public industriel et commercial (SPIC)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2221-1 et suivants et R.2221-4 et suivants se rapportant aux régies municipales dotées de la seule autonomie financière,

Vu la délibération n° 2020-57 du 17 novembre 2020 actant la municipalisation du cinéma de Furiani,

Vu la délibération n° 2020-77 du 7 octobre 2021 portant création de la régie dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion du cinéma « U Paradisu ».

Les présents statuts ont pour objet de fixer les règles de fonctionnement de la régie.

Il est rappelé que les régies dotées de l'autonomie financière ne sont pas des établissements publics.

Elles sont créées par délibération du Conseil Municipal. Leur organisation administrative et financière sont également déterminées par délibération du conseil municipal.

TITRE 1 : Les Organes de la Régie

La régie dotée de l'autonomie financière est administrée sous l'autorité du Maire et de l'assemblée délibérante par :

- un conseil d'exploitation qui élit en son sein un président dont les membres sont désignés par le conseil municipal sur proposition du Maire
- et par un directeur désigné également par le Conseil Municipal sur proposition du Maire.

1. Le Conseil d'Exploitation

A. Les Membres

Les membres du conseil d'exploitation sont désignés par l'assemblée délibérante sur proposition de l'exécutif et sont relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Le conseil d'exploitation suite à la délibération du 7 février 2022 est composé de six membres. Cinq membres ont été choisis au sein du conseil municipal et un membre parmi les membres de la société civile (Les représentants de la commune détenant la majorité des sièges du conseil d'exploitation).

L'article L2 221-8 du CGCT dispose que les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques et ne peuvent sous peine d'être déchus de leur mandat par le conseil d'exploitation à la diligence du président, soit du préfet de sa propre initiative ou sur proposition de l'exécutif de la collectivité de rattachement :

- prendre ou conserver un intérêt dans les entreprises en rapport avec la régie ;
- occuper une fonction dans ces entreprises ;
- assurer une prestation pour ces entreprises ;
- prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

Les fonctions des membres du conseil d'exploitation sont exercées à titre gratuit mais ils ont droit au remboursement des frais de déplacement engagés pour se rendre aux réunions du conseil d'exploitation dans les conditions prévues par le décret du 28 mai 1990 (numéro 90-437).

B. Le Fonctionnement

Le conseil d'exploitation élit un président et un ou plusieurs vice-présidents.

Le maire convoque le conseil d'exploitation afin que ce dernier, sous la présidence du doyen d'âge, procède à l'élection en son sein du président et du ou des vice-présidents. L'élection a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour, et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré « élu ».

Le président du conseil d'exploitation anime et dirige les débats de ce dernier.

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois sur convocation de son président. Il se réunit également chaque fois que le président le juge utile ou à la demande du préfet ou à la majorité de ses membres.

Il appartient au président d'en arrêter l'ordre du jour.

La convocation indique tous les points inscrits à l'ordre du jour et précise la date et le lieu de la réunion. Elle est adressée, par écrit, à chaque membre au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion. La convocation est accompagnée d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération.

Elle peut être adressée par voie dématérialisée.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil d'exploitation qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques. Il est tenu un procès-verbal des réunions. Les procès-verbaux sont signés par le président et par le ou la secrétaire de séance.

Le conseil d'exploitation ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, le président procède à une nouvelle convocation. Le délai entre la première et la seconde convocation doit être d'au moins trois jours francs. Le conseil d'exploitation délibère alors valablement sans condition de quorum.

Les délibérations du conseil d'exploitation sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de partage des voix celle du président est prépondérante. Le directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion. Le conseil d'exploitation peut inviter, admettre ou entendre toute personne qualifiée dont la présence lui paraît utile au vu de l'ordre du jour.

C. Attributions du conseil d'exploitation

Le conseil d'exploitation ne délibère que sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil municipal de la collectivité de rattachement ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'a pas été attribué à une autre autorité par le code général des collectivités territoriales.

Le conseil d'exploitation a un rôle consultatif important. Il est obligatoirement consulté par le maire sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie. Il peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au maire toute proposition utile. Le directeur tient le conseil d'exploitation au courant de la marche du service.

En vertu de l'article R.2221-72 du CGCT, c'est l'assemblée délibérante de la collectivité de rattachement qui doit, **après avis du conseil d'exploitation** :

- approuver les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, aux travaux de première installation ou d'extension ;
- autoriser le maire à intenter ou soutenir les actions judiciaires et accepter les transactions
- voter le budget et délibérer sur les comptes ;
- délibérer sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et aux besoins au cours de l'exercice ;
- régler les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel
- fixer le taux des redevances dues par les usagers de la régie.

D. Durée des Fonctions

La durée des fonctions de membre du conseil d'exploitation et du mandat du président et du ou des vice-présidents ne peut excéder celle du mandat municipal.

Dans l'hypothèse où un membre du conseil d'exploitation perdrait la qualité ayant motivé sa désignation et de ce fait, verrait ses fonctions cesser immédiatement et de plein droit, ou en cas de vacances de postes (décès, démission etc.), il est procédé à son remplacement par le conseil municipal pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

2. L'Exécutif

Les fonctions exécutives sont assurées par le maire de Furiani qui est le représentant légal de la régie et qui en est l'ordonnateur. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions de l'assemblée délibérante. Il présente, aux membres du conseil municipal, le budget et le compte administratif. Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant la régie.

3. Le Directeur

Le directeur est désigné par l'assemblée délibérante de la collectivité de rattachement et il est nommé par l'exécutif qui peut également mettre fin à ses fonctions conformément à l'article L.2221-14 et R.2221-67 du CGCT.

Le directeur de la régie qui exploite un SPIC relève du droit public (CE du 8 mars 1957 Jalanques de Labeau, rec158; TC 20 mars 2006 Mme A, N°C3487).

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, de député, de représentant au parlement européen, de conseiller à la collectivité de Corse, de conseiller communautaire ou municipal.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte. En cas d'infraction à ces interdictions, le directeur est démis de ses fonctions soit par l'exécutif de la collectivité, soit par le préfet. Il est alors, immédiatement remplacé conformément aux articles R.2221-11 du CGCT

Les pouvoirs du directeur sont fixés par les dispositions des articles R.2221-68 du CGCT, il assure le fonctionnement de la régie et à cet effet :

- il prépare le budget ;
- il procède, sous l'autorité de l'exécutif, aux ventes et aux achats courants ;

- il est remplacé en cas d'absence ou d'empêchement par un des fonctionnaires du service désigné par l'exécutif après avis du conseil d'exploitation .
- le directeur pourra donner son avis aux membres du conseil municipal sur la nomination ou révocation des agents de la régie en vertu des articles R.2221-74 du CGCT.

TITRE II : Les moyens matériels et humains

Le personnel de la régie est composé d'agents de la fonction publique territoriale détachés ou mis à disposition de l'établissement : article R.2221-81 du CGCT.

Pour l'exercice de son objet, la commune affecte à la régie la salle de cinéma d'une capacité de 263 places sise à la Maison des Arts et de la Culture, le foyer attenant à cette salle ainsi que le hall d'accueil, pour une superficie de 417 m², moyennant le versement d'un loyer : article R.2221-81 du CGCT.

TITRE III : Régime budgétaire et comptable

A. Dotation initiale

La dotation initiale a pour objet de mettre à disposition du SPIC les moyens matériels et financiers nécessaires à son fonctionnement initial. La régie supporte toutes les obligations notamment en matière d'amortissement, d'entretien et de renouvellement afférents aux biens mis à disposition par la collectivité de rattachement.

En vertu de l'article R.2221-1 du CGCT, le montant de la dotation initiale représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie.

Par délibération n° 2021-77 du 7 octobre 2021, les membres de l'assemblée délibérante ont décidé de transférer pour le compte de la régie, l'ensemble des décisions prises et obligations contractées par le service public d'exploitation du cinéma ainsi que tous documents préalablement adoptés ou signés.

B. Régime budgétaire

La régie autonome bénéficie d'un budget propre qui est annexé à celui de la collectivité de rattachement conformément à l'article L.2221-11 du CGCT.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour avis, aux membres du conseil d'exploitation 15 jours avant la date de présentation du budget par l'exécutif aux membres du Conseil Municipal.

Le budget est présenté par l'exécutif de la collectivité dans les délais fixés par l'article L. 1612-12 du CGCT avec à l'appui un rapport faisant ressortir la situation financière économique de la régie. Le budget est voté par l'assemblée délibérante de la collectivité de rattachement.

Le budget annexe des régies chargées de l'exploitation d'un SPIC doit obligatoirement être équilibré en recettes et en dépenses. Il comprend une section d'exploitation et une section d'investissement. L'équilibre financier étant apprécié séparément pour les deux sections.

En cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition de la régie, la commune peut accorder une avance conformément à l'article R.2221-70 du CGCT. Le budget propre de la Collectivité de rattachement pourra prendre en charge des dépenses au titre du SPIC dans les cas définis à l'article L.2224-2 du CGCT.

À la fin de chaque exercice et après inventaire, le comptable prépare le compte financier. Après avoir été visé par l'ordonnateur et soumis au conseil d'exploitation pour avis le compte financier est présenté par le maire au conseil municipal conformément à l'article R.2221-92 du CGCT.

Par ailleurs, le conseil municipal délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget.

Le budget peut donner lieu, en cours d'exercice, à des modifications.

Conformément aux règles applicables aux collectivités locales et à leurs établissements publics, le budget et les décisions modificatives sont transmis au représentant de l'État dans le département dans le cadre du contrôle de légalité.

Afin de permettre à la régie de fonctionner avant le vote du budget de 2022, le budget de référence reposera pour la section d'investissement sur la base du quart des dépenses engagées pour le cinéma « U Paradisu » dans le budget principal durant l'exercice de 2021 et pour la section d'exploitation sur les décisions budgétaires de 2021.

C. Régime comptable

Le régime comptable applicable est celui de la nomenclature M4.

Le comptable publique de la Trésorerie de Borgo Campile assure les fonctions d'agent comptable de la régie.

Titre IV : Fin de la Régie

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du conseil municipal.

Titre V : Dispositions diverses

Les présents statuts peuvent être modifiés sur décision de la commune, de sa propre initiative ou sur proposition du conseil d'exploitation dans les mêmes formes et conditions que pour l'approbation du document initial.

Les présents statuts rentrent en vigueur après publication et transmission au contrôle de légalité de la délibération de l'assemblée délibérante de la commune de Furiani.